



Clarisse, unique femme élue au Conseil d'Administration de Fifata.

Malgré l'importance du rôle des femmes dans le secteur agricole, leur accès aux services de conseil est limité. Cet article revient sur l'accompagnement déployé par l'agri-agence Fert auprès d'organisations paysannes malgaches pour mieux prendre en compte les femmes dans leurs services de conseil et sensibiliser les ménages à leur prise de responsabilités.

Accès des femmes au conseil agricole : être volontaire sur le terrain

13 h : c'est le nombre d'heures que travaille en moyenne chaque jour une femme malgache au sein de l'exploitation familiale contre 10 h pour les hommes. Ce décalage est en partie lié à la gestion du foyer tandis que les hommes assurent généralement les travaux de force. Moins de temps disponible pour les femmes suppose une volonté forte des acteurs et actrices du conseil agricole pour s'adapter à leurs contraintes et leur permettre d'améliorer leur situation.

Un accès limité aux services de conseil agricole

Selon une étude réalisée sur la place des femmes dans les organisations de producteurs et de productrices à Madagascar, seulement 25 % des femmes estiment avoir un accès satisfaisant au conseil. Cette mauvaise performance peut s'expliquer par plusieurs contraintes limitant leur implication. La première tient au partage des tâches au sein des ménages. Les femmes doivent assumer les tâches domestiques en parallèle de leurs activités agricoles, elles sont donc moins disponibles pour participer aux formations ou visites d'échanges. La deuxième réside dans la nature des ac-

tivités agricoles, les femmes investissent du temps sur les petits ateliers de production (petit élevage ou maraîchage), souvent moins considérés que les grandes cultures (riz, maïs...) dans les actions de conseil. Le troisième frein relève du "poids culturel", le travail des femmes n'étant pas reconnu économiquement. Les hommes peuvent aussi être réticents à voir leur épouse suivre des formations ou prendre des responsabilités au sein des organisations de producteurs et productrices (OP). Ce poids provoque notamment chez les femmes une peur de ne pas être à la hauteur, les fait hésiter. Ce manque de confiance en soi est accentué par l'analphabétisme, plus présent chez les femmes. Enfin, les agricultrices ont souvent un accès limité au foncier et hésitent à réaliser des innovations sur leurs exploitations lorsqu'elles n'ont pas de droits sécurisés.

Une volonté d'adaptation pour intégrer les femmes

L'expérience de Fert de plusieurs années de conseil agricole en Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Madagascar...), montre que ce n'est qu'à partir d'une prise de conscience des contraintes des femmes par les producteurs-trices et

les technicien-ne-s, et d'une volonté politique des élu-es, que l'adaptation des services est envisageable. Un ensemble de petits aménagements pratiques est ainsi possible. Tout d'abord, il est nécessaire de prendre en compte l'agenda particulier des femmes qui sont souvent contraintes d'assumer de nombreuses tâches domestiques sur l'exploitation. En interrogeant les femmes et les groupements sur les horaires les plus adaptés, il est possible d'avoir une meilleure participation des femmes. Un conseiller agricole à Madagascar explique ainsi : "j'ai organisé les activités de conseil de 14H à 16H avec les membres de l'OP car les femmes sont moins disponibles en matinée. Je n'ai pas eu de soucis à adapter les horaires aux disponibilités des femmes car elles représentent 20 des 21 des membres de l'OP". Mais dans les OP où la majorité des membres sont des hommes, les contraintes des femmes peuvent être moins bien prises en compte, notamment pour les visites d'échange qui se déroulent souvent sur plusieurs jours. Les dispositifs ont été adaptés avec des échanges sur des demi-journées pour permettre à plus de femmes d'y participer tout en assurant leurs activités journalières et des visites plus loin pour ceux

et celles qui le pouvaient. Les personnes assurant le conseil jouent un rôle clé dans la mobilisation des bénéficiaires comme en témoigne ce conseiller : "J'essaie de venir au domicile de la femme membre de l'OP quand son mari est là afin de discuter avec lui et de le convaincre progressivement. Il finit par accepter".

Des services qui favorisent l'implication des femmes

Certains services attirent plus de femmes car ils répondent davantage à leurs besoins : l'accès au foncier (services d'immatriculation foncière et conseils juridiques), l'épargne-crédit local via les Groupements Villageois d'entraide Communautaire (GVEC) ou le stockage des produits agricoles... Une agricultrice malgache a ainsi créé avec l'aide de son conseiller un GVEC (groupement villageois d'épargne et de crédit), constitué de 20 membres dont 17 femmes. Elle a été choisie par les membres pour en être la présidente. Son mari a reconnu les bénéfices des nouvelles techniques agricoles adoptées par sa femme après sa participation aux formations et l'a soutenue dans ce sens. Selon elle, l'appui de son mari lui a permis d'as-

coupler, facilitant ainsi le dialogue sur les questions sensibles de gestion de la trésorerie et permettant de mieux prendre en compte l'avis des femmes.

L'accès au conseil permet aux femmes de prendre confiance en elles et par la suite de prendre des responsabilités au sein d'organisations. Léonie, une agricultrice malgache, élevait quelques poulets et pratiquait le maraîchage, tout en s'occupant de son foyer. Elle avait eu l'occasion d'assister à quelques animations organisées par les conseillères agricoles. Elle a rapidement constitué un groupement avec quelques producteurs et productrices, l'OP Vonona dont elle a pris la présidence. Son chemin vers une prise de responsabilités n'a pas été simple. Elle a dû notamment affronter les réticences de son mari qui était méfiant à l'idée qu'elle s'absente quelques jours pour réaliser des visites d'échanges. Mais son mari a changé de regard lorsque les revenus du ménage se sont améliorés. Aujourd'hui, il pousse sa femme à assumer ses responsabilités au sein de l'OP et accepte même d'assurer quelques tâches ménagères en son absence. Léonie cherche désormais à

accompagner par des techniciens et des leaders expérimentés. Il faut aussi orienter les appuis vers les femmes leaders pour que nous devenions plus professionnelles et que nous ayons davantage confiance en nous". C'est en prenant des responsabilités que les femmes peuvent influencer les pratiques et favoriser leur reconnaissance (cercle vertueux) ; cela se construit en trouvant le bon équilibre d'implication femmes / hommes et les moteurs du changement. ■

Hanitra Raharitsialonina



Coordnatrice Groupe Fifata
Région Analamanga
fert.hanitra@gmail.com

Andriamiadana Heritsimilefitra Soanary



miaffata@gmail.com
Chargée de formation
Formation Leader Paysan (FLP) - Groupe Fifata

Joseph Pouzoullic



j.pouzoullic@fert.fr
Chargé de projets Fert

Justine Gilloots



j.gilloots@fert.fr
Chargée de communication Fert

LA MAJORITÉ DES FEMMES RENCONTRÉES ESTIMENT QUE CES FORMATIONS LEUR ONT PERMIS DE MIEUX ARGUMENTER ET DONC D'ÊTRE PLUS ÉCOUTÉES

sumer ses nouvelles responsabilités et de gagner en reconnaissance de la part de ses pairs. La confiance en soi est en effet un élément essentiel pour permettre aux femmes de s'affranchir de quelques barrières et les inciter à participer à des activités de conseil ou à prendre des responsabilités. L'association malgache Cap Malagasy, spécialisée dans le conseil agricole, a développé avec Fert un outil pédagogique illustré, "le Monopoly agricole". Ce support permet de simuler le fonctionnement d'une exploitation agricole sur une année afin d'apprendre à analyser une exploitation et à prendre les bonnes décisions. Il est très intéressant pour les agriculteur-riche-s ne sachant ni lire ni écrire puisque le jeu est illustré par des dessins et photos. Il permet d'intégrer facilement les femmes qui se sentent à l'aise avec ce support simple. Par ailleurs, les animations sont souvent réalisées auprès des

aider d'autres femmes dans cette voie. Malgré des freins à l'accès aux services de conseil (poids culturel, analphabétisme, manque de confiance en soi, partage inégal des tâches domestiques, etc.), des améliorations simples et efficaces sont possibles. Selon l'étude genre conduite à Madagascar : "Bénéficiaire des formations et disposer d'informations sont un acquis considérable : la majorité des femmes rencontrées estiment que ces formations leur ont permis de mieux argumenter et donc d'être plus écoutées. L'augmentation des revenus du ménage à la suite de l'application des techniques contribue grandement à cette meilleure considération". Comme le résume Clarisse Ranorovohangy Rakotoniaina, la seule femme élue du conseil d'administration de Fifata, organisation paysanne nationale malgache : "Nous avons besoin d'un accompagnement pour pouvoir nous en sortir, un

EN SAVOIR PLUS :

Des services de conseil agricole inclusifs vecteurs de changement, GDS77, p. 35.
<https://www.inter-reseaux.org/publication/grain-de-sel-n77-le-conseil-agricole-a-t-il-encore-un-sens-aujourd'hui/des-services-de-conseil-agricole-inclusifs-vecteurs-de-changement/>